

DÉLIBÉRATION N°CR 2022-031

DU 19 MAI 2022

INSTANCES PARITAIRES ET ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code électoral, notamment ses articles L5, L6 et L60 à L64 ;

VU le Code général de la fonction publique ;

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

VU la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 modifiée, relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

VU la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

VU le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU le décret n° 2014-793 du 9 juillet 2014 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 modifié par le décret 2021-1624 du 10 décembre 2021 relatif aux commissions consultatives paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique ;

VU le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU l'arrêté du 9 mars 2022 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique ;

VU la délibération de la CNIL n° 2010-371 du 21 octobre 2010 portant adoption d'une recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote électronique ;

VU la délibération de la CNIL n° 2019-053 du 25 avril 2019 portant adoption d'une recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote par correspondance électronique, notamment via Internet ;

Considérant que la consultation des organisations syndicales est intervenue les 16 février, le 17 et 24 mars, soit plus de 10 semaines avant la date du scrutin ;

Considérant que l'effectif apprécié au 1er janvier 2022 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel au **Comité Social Territorial** est supérieur à 2000 agents ;

Considérant que l'effectif servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel

à la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail est supérieur à 2000 agents ;

VU l'avis du comité technique en date du 12 avril 2022 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU le rapport n°CR 2022-031 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Fixe :

- le nombre de représentants titulaires du personnel à **15**, et en nombre égal le nombre de représentants suppléants au *comité social territorial* ;
- le nombre de représentants titulaires du personnel à **15**, et en nombre égal le nombre de représentants suppléants à la *formation spécialisée* en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail ;

Article 2 :

Décide :

- le maintien du **paritarisme** numérique au comité social territorial ;
- le maintien du **paritarisme** numérique à la formation spécialisée.

Article 3 :

Décide :

- le **recueil**, par le comité social territorial, de l'avis des représentants de la collectivité ;
- le **recueil**, par la formation spécialisée de l'avis des représentants de la collectivité.

Article 4 :

Décide, d'approuver le recours au vote électronique pour tous les électeurs selon les modalités suivantes :

1. Le recours au vote électronique par internet

L'élection des représentants du personnel se fera de manière identique, pour l'ensemble des électeurs de la collectivité. Cette élection se fera selon la modalité exclusive suivante : le vote électronique par internet.

Conformément au décret n° 2014-793 du 9 juillet 2014, le recours au vote électronique par internet doit être organisé dans le respect des principes fondamentaux qui commandent les opérations électorales, notamment la sincérité des opérations électorales, l'accès au vote de tous les électeurs, le secret du scrutin, le caractère personnel, libre et anonyme du vote, l'intégrité des suffrages exprimés, la surveillance effective du scrutin et le contrôle a posteriori par le juge de l'élection.

2. Le recours à deux prestataires

Un prestataire sera chargé du paramétrage, de l'envoi des professions de foi, de la gestion et de la maintenance de la plateforme de vote et de la confidentialité des votes.

Un autre prestataire sera chargé du contrôle de la sécurité et de la mise en œuvre de la confidentialité du système de vote électronique.

Les modalités opératoires des deux marchés sont définies sur la base d'un cahier des charges.

3. Calendrier des opérations électorales

La durée de l'élection peut être comprise entre 24 heures et 8 jours.

La durée de **8 jours** est retenue soit, du **jeudi 1^{er} décembre à 9 heures au jeudi 8 décembre 2022 à 16 heures** (comprenant un weekend) afin de favoriser la participation.

Les opérations électorales suivront le calendrier prévisionnel suivant :

Dates ou délais	Opérations
Au plus tard le 1 ^{er} juin	Fixation de la composition des instances paritaires (CST, FSSSCT) du recueil des avis –des deux collèges et recours au vote électronique <ul style="list-style-type: none"> • Avis du CT le 12 avril • Délibération du CR le 19 mai
Début juin	Notification des marchés aux prestataires sélectionnés
29 septembre	Publicité de la liste électorale
12 octobre + délai de 3 jours ouvrés à compter de la demande de réclamation contre une liste électorale	Date limite pour vérifier et rectifier les listes électorales L'autorité territoriale statue sur les éventuelles réclamations
20 octobre	Date limite de dépôt des listes des candidats
20 octobre (ou délai +8 jours francs en cas d'inéligibilité d'un ou de plusieurs candidats)	Date limite pour vérifier et rectifier les listes des candidats Le délégué de liste rectifie la liste concernée le cas échéant
21 octobre	Publicité de la liste électorale (Affichage des listes de candidats au siège et dans les EPLE)
Au plus tard le 28 octobre	Institution des bureaux de vote par l'autorité territoriale et formation des membres des bureaux de vote au système de vote électronique par le prestataire
1 ^{er} décembre à 9h au 8 décembre à 16h	Scrutin
8 décembre	Dépouillement et proclamation des résultats.

4. L'affichage des listes électorales

Les extraits des listes électorales pour chaque scrutin seront affichés au sein des lieux d'affectation dédiés des agents régionaux électeurs.

5. La cellule d'assistance technique

La collectivité met en place une cellule d'assistance technique chargée de veiller au bon fonctionnement et à la surveillance du système de vote électronique. Cette cellule comprend deux membres de la collectivité, un représentant de chaque organisation syndicale ayant déposé une candidature au scrutin ainsi qu'un représentant du prestataire détenteur du marché « vote électronique » (article 8 du décret 2014-793).

6. Les bureaux de vote électronique

Chaque scrutin propre à une instance de représentation des personnels donne lieu à la constitution d'un bureau de vote.

Il y a 6 bureaux de vote, soit :

- Un bureau centralisateur
- Un bureau CST
- Un bureau CAP A
- Un bureau CAP B
- Un bureau CAP C
- Un bureau CCP.

Tous les bureaux de vote, seront centralisés au siège (2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen) pour réaliser les opérations post-électorales.

Les bureaux de vote seront composés d'un président et d'un secrétaire désignés par l'organe délibérant de la région. En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le secrétaire.

Il comprend également un délégué de liste désigné par chacune des organisations syndicales candidates aux élections. En cas de dépôt d'une liste d'union, il n'est désigné qu'un délégué par liste.

Un suppléant sera nommé pour chaque membre du bureau. Il pourra être amené à remplacer le membre titulaire du bureau en cas d'absence.

Les membres des bureaux de vote sont chargés du contrôle de la régularité du scrutin. Ils assurent le respect des principes régissant le droit électoral.

7. Les clés de chiffrement et répartition

Conformément à l'article 12 du décret n° 2014-793 du 9 juillet 2014, les membres des bureaux de vote détiennent, chacun, une clé de chiffrement. La répartition proposée est la suivante : une clé pour le Président, une clé pour le Secrétaire et une clé par Délégué de liste avec un nombre minimum de 5 clés requises, pour le dépouillement des bulletins de vote.

8. La mise en place d'une assistance au vote

Une assistance, en ligne et téléphonique, chargée de répondre aux électeurs afin de les aider dans l'accomplissement des opérations électorales est prévue dans le cahier des charges. Celle-ci sera ouverte du 1er décembre au 8 décembre inclus, de 6 heures à 16 heures.

9. Les modalités d'accès au vote

Chaque agent est doté d'une tablette ou d'un ordinateur portable permettant de voter de manière confidentielle. Une attention particulière est portée aux agents les plus éloignées du numérique via à la fois des formations collectives et la possibilité de se faire accompagner individuellement pour la bonne prise en main des tablettes.

Article 5 :

Une campagne d'information et de sensibilisation sur les élections professionnelles 2022 et sur les modalités de vote à destination des agents régionaux sera lancée sur la période de juin jusqu'aux élections.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 20 mai 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 20 mai 2022
(référence technique : 075-237500079-20220519-lmc1150127-DE-1-1) et affichage ou notification le 20 mai 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours
devant le tribunal administratif territorialement compétent.